

QUELLES SONT LES PROMESSES DES PARTIS POLITIQUES?

Voici les questions que les résidents d'Ottawa posent à leurs candidats et ce que nous avons entendu les partis politiques dire.

La présente a été complétée le 4 mai alors que les partis continuent de partager leur plateforme. Visitez les sites Web des partis politiques et suivez les nouvelles pour des plus amples renseignements.

FAITES VOS CHOIX ET VOTEZ

Pour des renseignements sur la date, le lieu et le processus de vote, visitez le www.elections.on.ca ou composez le 1-888-668-8683

- » Chef du **PARTI VERT** : *Mike Schreiner* www.gpo.ca
- » Première ministre du **PARTI LIBÉRAL** (gouvernement actuel) : *Kathleen Wynne* www.ontarioliberal.ca
- » Chef du **NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE (NPD)** : *Andrea Horwath* www.ontariondp.ca
- » Chef du **PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR (PC)** : *Doug Ford* www.ontariopc.com



- | | | |
|-----------------------------------|--|---|
| » l'éducation | » les parcs provinciaux | » les tribunaux provinciaux |
| » les services d'aide à l'enfance | » les droits en matière d'emploi | » les logements abordables |
| » les soins de santé | » l'établissement des nouveaux arrivants | » les hôpitaux |
| » les soins de longue durée | » les moyens de transport | » les services de garde d'enfants et les soins de la petite enfance |
| » les services sociaux | » les services correctionnels | » les ressources naturelles |
| » Travail Ontario (TO) | » la Police provinciale de l'Ontario (PPO) | » l'environnement |
| » POSPH | | |

VOTEZ AUX ÉLECTIONS PROVINCIALES DE L'ONTARIO LE 7 JUIN

FAIRE COMPTER LES VOIX : Coalition des centres de ressources et de santé communautaires d'Ottawa, Centraide Ottawa • **FEMMES COMBATTANT ENSEMBLE LA PAUVRETÉ** : Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF), Condition féminine Canada



LOGEMENTS ABORDABLES

PRÉOCCUPATIONS

Nous assistons à une crise de l'itinérance avec plus de 10 000 ménages sur la liste d'attente. Nous avons besoin davantage de logements abordables (qui ne coûtent pas plus de 30 % du revenu du ménage), les logements existants nécessitent des réparations et les gens ont besoin d'aide pour demeurer dans leur logement.

EXEMPLES DE QUESTION

1. *Allez-vous allouer du financement durable en vue de rendre les loyers abordables ainsi que de préserver et d'augmenter le parc de logements abordables en Ontario?*
2. *Augmenterez-vous le financement pour les programmes de logements supervisés, de soins et de soutien communautaire à l'intention des Ontariens vieillissants qui ont des problèmes de santé mentale ou qui ont besoin d'aide pour vivre de façon indépendante?*
3. *Que ferez-vous pour vous assurer de la disponibilité d'une vaste gamme d'aides et d'options de logements appropriés sur le plan culturel pour les autochtones (Première nations, Inuit et Métis)?*
4. On prévoit mettre en place l'allocation pour les logements portatifs à l'intention des femmes fuyant la violence conjugale en juillet 2018. Vous engagez-vous à allouer du financement durable pour la mise en place

de l'allocation pour les logements portatifs afin de vous assurer que ces femmes peuvent accéder aux logements abordables et les garder?

Parti vert

1. Donner du financement aux municipalités pour rénover les logements sociaux et établir des nouvelles unités de logements sociaux.
1. Augmenter l'aide pour les logements sociaux, coopératifs et sans but lucratif proposés et existants.
2. Rien de trouver encore.
3. S'assurer que les Autochtones ont accès à des logements abordables.
4. Accélérer la mise en place de l'allocation annoncée pour les logements portatifs à l'intention des femmes fuyant la violence conjugale pour leur permettre de déménager dans une autre province et de trouver un logement abordable dans une autre province au besoin.

Autres propositions :

- » Établir une taxe sur les immeubles inoccupés pour rendre difficile pour les spéculateurs, étrangers ou locaux, d'utiliser les biens immobiliers comme moyen lucratif de placements à court terme.
- » Ajouter une surtaxe sur les ventes à rotation rapide pour réduire les spéculations.
- » Améliorer les lois de l'Ontario sur les pratiques de zonage inclusifs pour assurer la création permanente de logements locatifs et abordables.
- » Utiliser l'approche de la « priorité au logement » en vue d'établir des logements supervisés.

Parti libéral

1. Depuis le 30 mai 2017, les propriétaires de l'Ontario ne peuvent pas augmenter le loyer pour la plupart des logements locatifs privés par plus qu'un certain montant établi par le gouvernement de l'Ontario.
1. Donner un rabais de plus de 125 millions de \$ en frais de développement sur une période de cinq ans pour la construction des nouveaux immeubles d'appartements de location sur mesure dans des municipalités à faible taux d'inoccupation ou avec un grand nombre de locataires.
1. Affecter 547 millions de dollars sur cinq ans aux travaux de réparation et de

modernisation qui contribueront à l'efficacité énergétique et à la viabilité à long terme des immeubles à logements sociaux.

1. Investir 3 millions de dollars afin d'établir le fonds de création de logements coopératifs dont la mission sera d'inciter à créer des coopératives d'habitation.
1. Établir des lignes directrices pour que les gouvernements municipaux exigent des pratiques de zonage inclusifs visant à s'assurer que les nouveaux développements comprennent des logements abordables.
2. Rien de trouver encore.
3. Rien de trouver encore.
4. Mener un projet pilote sur l'allocation pour les logements portatifs à l'intention des femmes fuyant la violence qu'elle s'engage à mettre en œuvre (10 M de \$ en 2018-2019 et 15 M de \$ en 2019-2020).

Nouveau Parti démocratique (NPD)

1. Remanier les règlements de zonage inclusif pour prévoir des logements abordables dans les nouveaux complexes résidentiels.
1. Consacrer au secteur des coopératives d'habitation trois millions de dollars en fonds de capitaux de démarrage.
1. Sévir contre les spéculateurs immobiliers.
1. Assumer une participation du tiers des coûts de la réfection des logements sociaux.
1. Construire 65 000 logements abordables.
1. Au cours des dix prochaines années, investir dans 30 000 nouveaux logements supervisés.
2. Financerons 15 000 nouveaux lits de soins de longue durée.
3. Rien de trouver encore.
4. Rien de trouver encore.

Parti progressiste-conservateur (PC)

1. Les logements abordables constituent un enjeu important nécessitant du leadership de tous les ordres de gouvernement.
1. Examiner le portefeuille immobilier de la province en vue d'augmenter le nombre de logements disponibles ou de logements abordables dirigés par les municipalités.
- (2., 3., 4.) Rien de trouver encore.

MOYENS DE TRANSPORT ABORDABLES

PRÉOCCUPATIONS

Les frais de transport à Ottawa font partie des plus élevés au pays. Le Conseil municipal d'Ottawa demande plus de financement à la Province afin de conserver des tarifs bas. En demandant l'établissement de l'EquiPass, la Ville a indiqué que les tarifs diminueraient si la Province contribue.

EXEMPLES DE QUESTION

Augmenterez-vous le montant d'argent que la Province verse à la Ville en fonds de financement opérationnel des transports en commun et demanderez-vous à Ottawa d'utiliser 50 % de cette augmentation en vue de réduire les tarifs?

Parti vert

- » Offrir des fonds permanents d'appui opérationnel pour les services de transport municipaux afin de réduire les hausses tarifaires pour les usagers.

Parti libéral

- » Grâce au Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun, les personnes âgées de l'Ontario ont maintenant droit à un crédit remboursable équivalant à 15 % de leurs coûts de transport en commun admissibles.
- » En 2017, la province s'est engagée à verser 357.2 millions de \$ du financement provenant de la taxe sur l'essence à 105 municipalités, offrant des services à 142 communautés. Il s'agit du plus grand nombre depuis le début du programme en 2004. On s'attend à ce que le financement augmente à environ 401.3 millions de \$ en 2019-2020, à 481.5 millions de \$ en 2020-2021 et à 642 millions de \$ en 2021-2022.

Nouveau Parti démocratique (NPD)

- » Financeront à hauteur de 50 % les coûts de fonctionnement nets du transport en commun et du transport adapté, partout à travers l'Ontario.
- » Cela veut dire investir plus de 800 millions à travers la province.

Parti progressiste-conservateur (PC)

- » Rendre le système de transport en commun de l'Ontario plus convivial, y compris une connexion internet sans fil gratuite, fiable et consistante dans les trains, en harmonisant les tarifs quand c'est possible et en s'assurant que toutes les facilités acceptent les mêmes méthodes de paiement.
- » Respecter l'engagement actuel à terminer des projets de transport importants déjà en construction.



GARDE D'ENFANTS

PRÉOCCUPATIONS

Les parents ont besoin de plus de places pour réduire les longues listes d'attente. Le système actuel consiste en une mosaïque de services inabordables, manquant de flexibilité dans lesquels le personnel professionnel ne reçoit pas le salaire qu'il mérite.

EXEMPLES DE QUESTION

1. *Travaillerez-vous avec les villes en vue d'établir un système sans but lucratif abordable, inclusif pour les enfants aux besoins spéciaux et flexibles pour ceux qui travaillent à des heures irrégulières*
2. *Créerez-vous un système avec un financement de base qui ne repose pas sur les frais payés par les parents, et ce, pour rendre les soins abordables et permettre que les éducateurs de la petite enfance reçoivent un salaire fondé sur leur éducation et expérience?*

Parti vert

1. Augmenter le financement pour les places dans des garderies accréditées.
2. Rien de trouver encore.

Parti libéral

1. L'Ontario a investi 1.6 milliards de \$ pour créer 45 000 nouvelles places dans des garderies accréditées et des écoles en 2017, cela s'étendra à d'autres espaces publics et communautés en Ontario au cours des cinq prochaines années.
1. L'Ontario aide 100 000 enfants additionnels âgés de 0 à 4 ans à accéder à des services de garde accrédités abordables, de qualité et adaptés dans des écoles, maisons et communautés à Ottawa au cours de cinq prochaines années.
1. L'Ontario a prévu de financer des services gratuits de garde dans son budget pour les enfants d'âge préscolaire (soins accrédités gratuits) de 2.5 ans à ce qu'ils puissent commencer la maternelle.
2. Rien de trouver encore.

Nouveau Parti démocratique (NPD)

1. Si le revenu de votre ménage est inférieur à 40 000 \$, vous n'aurez pas à payer pour des services de garde d'enfants publics, agréés et à but non lucratif. S'il est supérieur, vos frais seront basés sur la capacité de payer, au coût moyen de 12 \$ par jour.
1. Accroître de 202 000 le nombre de places en garderie à but non lucratif, agréées et abordables en Ontario, une augmentation de 51 %, une hausse de 10 % par année.
2. Augmenter immédiatement le salaire des ÉPE pour que ce domaine soit perçu comme une occasion de carrière pouvant subvenir aux besoins d'une famille.

Parti progressiste-conservateur (PC)

1. Envisager d'offrir un plus large éventail de possibilités pour les services de garde.
2. Rien de trouver encore.





SÉCURITÉ DU REVENU

PRÉOCCUPATIONS

Depuis la réduction des barèmes d'OT et du PSOPH par 24 % en 1992, les prestataires de l'aide sociale ont de la difficulté à mettre de la nourriture sur les tables tout en payant les autres coûts de la vie. L'attitude répressive dans les règlements provinciaux font que les gens sont blâmés pour leur pauvreté et ne reçoivent pas l'aide à laquelle ils ont droit.

EXEMPLES DE QUESTION

1. *Vous engerez-vous à assurer que le Système de sécurité du revenu de l'Ontario passe d'une approche répressive à une approche respectueuse, culturellement adaptée et centrée sur les clients?*
2. *Augmenterez-vous immédiatement les barèmes d'OT et du PSOPH suffisamment pour sortir les gens de la pauvreté?*
3. *Que ferez-vous pour réduire l'écart salarial pour les groupes à la recherche d'équité (p. ex. les Autochtones, les femmes, les personnes racialisées et les personnes handicapées)?*

Parti vert

1. Moderniser les critères d'admissibilité pour Ontario au travail pour permettre aux bénéficiaires de trouver et de garder un travail utile. Mettre fin à la disposition de récupération des revenus d'emploi qui dissuade les gens de travailler.
1. S'assurer que les programmes d'aide sociale répondent aux besoins des gens avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance.
2. Augmenter immédiatement les prestations du programme d'aide aux personnes handicapées et d'Ontario au travail pour que leur taux s'approche de la mesure du faible revenu.
3. Rien de trouver encore

Autres propositions :

- » Établir un taux de prestations qui s'élève à 100 % de la mesure du faible revenu comme garantie de revenu de base pour tous les Ontariens.
- » Appuyer une transition rapide vers un programme complet de revenu de base après la fin du projet pilote.
- » Améliorer le projet pilote en établissant le taux de prestations au seuil de faible revenu et en réduisant le taux de récupération fiscale pour réduire les pénalités découlant d'une augmentation du revenu d'emploi.

Parti libéral

1. Établir un régime de sécurité du revenu : une feuille de route pour le changement visant à atteindre un niveau adéquat de revenu et transformer le système de sécurité du revenu, y compris le PSOPH et OT.
2. Établir un régime de sécurité du revenu : une feuille de route pour le changement suggère d'augmenter les prestations des bénéficiaires de l'aide sociale de 3 % chaque année durant les trois prochaines années.

Autres propositions :

- » Augmenter le salaire minimum en 14 \$ en janvier 2018 et à 15 \$ en 2019.
- » Avec une augmentation supplémentaire de 1 \$, un travailleur à temps plein gagnant le salaire minimum, gagnerait au moins 1 899 \$ de plus (après taxes) (<http://behindthenumbers.ca/2018/04/17/15-minimum-wage-still-trumps-tax-cuts/>)

Nouveau Parti démocratique (NPD)

1. Le but principal du système d'aide sociale devrait être d'aider les gens à surmonter les obstacles, à sortir de la pauvreté et à participer à la société. L'aide sociale devrait avoir pour base la confiance, la coopération et la résolution de problèmes.
2. Nous nous rangeons derrière les conclusions du rapport Sécurité du revenu : Feuille de route pour le changement.
2. Travailler avec le Groupe de travail sur la réforme en matière de sécurité du revenu, avec le Groupe de travail sur la réforme en matière de sécurité du revenu pour les Premières Nations, et avec la Table de concertation sur la réforme en matière de sécurité du revenu pour les Autochtones en milieu urbain, en vue de remplir les objectifs mis en avant dans cette Feuille de route.
2. Établir une structure nouvelle, simple et équitable, à savoir une structure de taux forfaitaire normal.
2. Les prestataires du programme Ontario au travail recevront des augmentations de 10 %, 7 % et 5 %.
2. Les personnes bénéficiant du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées auront droit à des augmentations annuelles de 5 %.
3. Continuer le Projet pilote portant sur le revenu de base
3. Augmenter le salaire minimum à 15 \$ avant de l'ajuster à l'inflation.

Parti progressiste-conservateur (PC)

(1., 2., 3.) Rien de trouver encore.

Autres propositions :

- » Geler le salaire minimum en Ontario à 14 \$ de l'heure.
- » Éliminer l'impôt provincial sur le revenu pour les résidents qui gagnent moins de 30 000 \$. Cela engendrerait une perte de revenu avoisinant 500 millions de \$ par année pour la province.
- » Selon l'Agence du revenu du Canada (ARC), les gens qui gagnent entre 25 000 \$ et 29 999 \$ paient environ 703 \$ d'impôts sur le revenu personnel.
- » Les incitatifs fiscaux visant à attirer des entreprises en Ontario réduisent les impôts des entreprises.

Je peux voir que les députés provinciaux que nous élisons peuvent prendre des décisions concernant les services qui ont une influence sur notre vie quotidienne.

Oui, ils peuvent rendre les logements plus abordables.

Ils peuvent rendre les transports en commun et les services de garde plus abordables.

Où la province trouve-t-elle l'argent pour payer tout cela?

Elle obtient également l'argent de la TVH et des transferts (\$) du gouvernement fédéral.

La province obtient l'argent de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur le revenu des sociétés.



Qu'est-ce qui arrivera si la province n'obtient pas suffisamment d'argent des impôts et des réductions fiscales?

La province coupera peut-être des services que nous utilisons tous les jours.

Cela signifie que nous devons peut-être payer certains services nous-mêmes. C'est toujours plus cher de se procurer des services individuellement plutôt que de les acheter en vrac comme le fait le gouvernement.

